

STATUTS FFPA

Mise à jour 17.11.2016

Les membres de l'association sans but lucratif (FFPA) réunis en Assemblée Générale Extraordinaire du 5 décembre 2008 ont convenu de modifier et de rédiger comme suit les statuts de l'asbl, en remplacement de ceux parus précédemment en conformité aux prescriptions de l'article 8 de la loi du 27 juin 1921 et de la nouvelle loi sur les asbl.

Fédération Francophone de Patinage artistique (F.F.P.A) asbl

Titre I : Dénomination, Siège, But, Durée

Article 1 :

Il est constitué une association sans but lucratif conformément à la loi du 27 juin 1921 accordant la personnalité juridique aux ASBL et aux établissements d'utilité publique.

L'ASBL est dénommée Fédération Francophone de Patinage Artistique asbl, en abrégé F.F.P.A asbl

L'association relève de la Communauté française au sens de l'article 127, § 2 de la Constitution.

Article 2 :

Son siège social est établi à Avenue de la Plante 31 bte14 à 5000 Namur dans l'arrondissement judiciaire de Namur.

L'assemblée générale est seule compétente pour modifier le siège de F.F.P.A dans les limites du territoire de la Communauté française, selon la procédure de modification des statuts.

Article 3 :

L'ASBL F.F.P.A a pour but la promotion, la direction, le développement et l'organisation du sport de patinage artistique sur glace sous toutes ses formes en Communauté française et fera usage exclusif du français pour tous ses actes d'administration. A cet effet, elle bénéficiera de toute l'autonomie de gestion requise.

Et se conforme aux règles de la Fédération internationale (ISU) et de la fédération nationale (FRBPA)

L'ASBL F.F.P.A peut utiliser tous les moyens contribuant directement ou indirectement à la réalisation de ce but.

Pour atteindre l'objectif fixé ci-dessus, l'ASBL F.F.P.A peut, entre autres, acquérir toute propriété ou tout droit réel, prendre ou donner en location, engager du personnel, conclure des actes juridiques, collecter des fonds, bref exercer ou faire exercer toutes les activités qui justifient son but.

[Tapez un texte]

Fédération Francophone de Patinage artistique (F.F.P.A) asbl

Elle fédère des cercles dont les activités correspondent à son objet social au moins dans trois des lieux géographiques suivants : province du Brabant Wallon, du Hainaut, de Liège, du Luxembourg, de Namur et région bilingue de Bruxelles-Capitale.

Article 4 :

L'ASBL F.F.P.A est créée pour une durée illimitée.

Article 5 :

L'ASBL F.F.P.A s'interdit toute discussion ou préoccupation d'ordre politique ou religieux.

Titre II : Membres

Article 6 :

L'ASBL F.F.P.A. adhérera à la Fédération Royale Belge de Patinage Artistique et veillera à la parité de l'organisme de gestion de la F.R.B.P.A. et pourra s'affilier à tout organisme poursuivant des buts similaires. Elle comprend des membres effectifs et des membres adhérents. Le nombre de membres effectifs est de minimum trois.

Article 7 :

Sont membres effectifs :

Les clubs ayant satisfaits aux obligations d'affiliation de l'ASBL F.F.P.A. Les personnes physiques ne peuvent pas s'affilier à titre individuel à la F.F.P.A. Ils doivent être affiliés par l'intermédiaire d'un cercle et sont les membres adhérents.

Les clubs qui désirent s'affilier à l'ASBL F.F.P.A. doivent :

- avoir leur siège dans une des provinces francophones (Hainaut, Namur, Liège, Luxembourg, Brabant Wallon, région bilingue de Bruxelles Capitale ou dans les communes à facilités) ;

[Tapez un texte]

Fédération Francophone de Patinage artistique (F.F.P.A) asbl

- être gérés par un comité élu par leurs membres en ordre d'affiliation ou leurs représentants légaux. Un des membres du comité au moins est un(e) sportif(ve), ou son représentant légal, actif(ve) au sein du cercle;
- en faire la demande par écrit au secrétariat de l'ASBL F.F.P.A.

Les clubs qui désirent s'affilier à l'ASBL F.F.P.A ne peuvent être affiliés ou s'affilier à une autre fédération sportive ou association reconnue gérant, totalement ou partiellement une même discipline sportive ou une discipline sportive similaire.

Les clubs joindront un exemplaire de leurs statuts et la liste des noms, prénoms et adresses des membres du Conseil d'administration du club concerné.

Le Conseil d'administration est seul compétent pour admettre un club en qualité de « membre effectif ». Le Conseil d'administration peut refuser l'adhésion des cercles dont les statuts ne correspondent pas aux objectifs de l'ASBL F.F.P.A.

Seuls les membres effectifs jouissent de la plénitude des droits accordés aux associés par la loi ou les présents statuts. Les membres effectifs ont l'obligation de respecter les statuts et les règlements de l'ASBL F.F.P.A. Ils ont l'obligation de payer la cotisation annuelle qui ne pourra être inférieure à 15 euros et maximum 50 euros.

Article 8 :

Les membres d'un cercle, membre effectif, sont des membres adhérents.

L'acceptation d'un membre adhérent est de la compétence du Conseil d'administration.

Les clubs associés s'engagent à affilier, au moyen du paiement d'une cotisation annuelle, tous les membres et à les soumettre à une surveillance médicale régulière, au minimum tous les ans avec certificat médical d'aptitude sportive.

Les membres adhérents n'ont que les droits et obligations qui leur sont attribués par la loi ou les présents statuts, dont notamment, le droit d'être présent à l'assemblée générale mais uniquement avec voix consultative, le droit de bénéficier des services que l'association offre à ses membres et l'obligation de

Fédération Francophone de Patinage artistique (F.F.P.A) asbl

respecter les statuts et règlements de l'association. Les membres adhérents paient une cotisation annuelle.

Article 9 :

Un membre effectif peut, à tout moment, donner sa démission à l'ASBL F.F.P.A en envoyant une lettre recommandée au secrétariat du Conseil d'administration.

Est en outre réputé démissionnaire, le membre effectif ou adhérent qui ne paie pas la cotisation qui lui incombe, dans le mois du rappel qui lui est adressé par lettre ordinaire à la poste le 1^{er} novembre de la saison en cours.

Le membre effectif peut être proposé à l'exclusion par le Conseil d'administration lorsque ce membre effectif s'est rendu coupable d'une infraction aux Statuts ou au Règlement d'ordre intérieur ou encore lorsqu'il a adopté un comportement qui nuirait à l'association en raison de son atteinte aux lois de l'honneur et de la bienséance.

L'exclusion d'un membre effectif est de la compétence de l'assemblée générale statuant au scrutin secret et à la majorité des 2/3 des membres présents ou représentés.

En attendant la décision de l'assemblée générale concernant l'exclusion d'un membre effectif, le conseil d'administration peut suspendre ce membre.

La suspension d'un membre effectif peut être prononcée par le Conseil d'administration à la majorité des 2/3 des voix des administrateurs présents et pour autant que les deux tiers au moins des administrateurs soient présents. Le membre effectif dont la suspension est envisagée sera entendu par le Conseil d'administration avant que celui-ci ne statue, le membre effectif pourra se faire assister par le Conseil de son choix.

Durant la période de suspension prononcée à titre temporaire par le Conseil d'administration, les droits du membre effectif sont suspendus.

Le membre effectif proposé à l'exclusion est invité à faire valoir ses explications devant l'assemblée générale avant que celle-ci ne statue, ce dernier pourra ; s'il le désire, être assisté d'un Conseil . La sanction d'exclusion prise à l'égard d'un membre effectif lui est notifiée par recommandé.

Pour toute sanction pouvant être prise à l'encontre d'un membre effectif (autre que l'exclusion) et pour toute sanction dont pourrait être passible un membre

[Tapez un texte]

Fédération Francophone de Patinage artistique (F.F.P.A) asbl

adhérent, le code disciplinaire, repris dans le règlement d'ordre intérieur de la FFPA, est d'application.

Le membre effectif ou adhérent démissionnaire, sanctionné, suspendu ou exclu, ainsi que les héritiers ou ayant droit du membre décédé, n'ont aucun droit sur le fonds social. Ils ne peuvent réclamer ou requérir, ni relevé, ni reddition de comptes, ni apposition de scellés, ni inventaire.

Article 10 :

Le conseil d'administration tient un registre des membres conformément à l'article 10 de la loi de 1921.

Article 11 :

La structure nationale organisée sur le plan de ses instances de décision et de gestion est composée d'un nombre égal d'élus issus des fédérations ou associations communautaires.

Titre III : Cotisation(s)

Article 12 :

Les membres effectifs et adhérents paient une cotisation annuelle. Le montant minimum de la cotisation sera fixé par l'assemblée générale de la F.F.P.A. et ne pourra, en aucun cas, être inférieur à 15 euros et supérieur à 50 Euros l'an

Titre IV : Assemblée générale

Article 13 :

L'assemblée générale est composée de tous les membres effectifs représentés par un maximum de trois membres adhérents non administrateurs.

Article 14 :

L'assemblée générale possède les pouvoirs qui lui sont expressément reconnus par la loi ou les présents statuts.

[Tapez un texte]

Fédération Francophone de Patinage artistique (F.F.P.A) asbl

Sont notamment réservées à sa compétence :

1. les modifications aux statuts ;
2. la nomination et la révocation des administrateurs ;
3. l'approbation des budgets et comptes ainsi que la décharge à octroyer aux administrateurs
4. la dissolution volontaire de l'association ;
5. les exclusions de membres ; 6. la transformation de l'association en société à finalité sociale ;
7. la fixation des cotisations.

Article 15 :

Il doit être tenu au moins une assemblée générale chaque année, dans le courant du premier semestre qui suit la fin de l'exercice social.

L'association peut être réunie en assemblée extraordinaire en tout temps par décision du conseil d'administration notamment à la demande d'un cinquième au moins des membres effectifs. Chaque réunion se tiendra aux jours, heure et lieu mentionnés dans la convocation.

Tous les membres effectifs doivent y être convoqués.

Article 16 :

L'assemblée générale est convoquée par le conseil d'administration par lettre ordinaire adressée au moins huit jours avant l'assemblée, et signée par le secrétaire, au nom du conseil d'administration.

L'ordre du jour est mentionné dans la convocation. Toute proposition signée par un nombre de membres au moins égal au vingtième doit être portée à l'ordre du jour.

Article 17 :

Chaque membre effectif peut se faire représenter par un autre membre effectif au moyen d'une procuration écrite. Chaque membre effectif ne peut être titulaire que d'une seule procuration.

Article 18 :

[Tapez un texte]

Fédération Francophone de Patinage artistique (F.F.P.A) asbl

L'assemblée générale est présidée par le président du conseil d'administration, assisté du secrétaire, en présence du conseil d'administration ou à défaut, par le vice-président et, à défaut, par le plus ancien administrateur en fonction présent.

Article 19 :

L'assemblée générale délibère valablement si au moins la moitié des membres sont présents ou représentés.

Les résolutions sont prises à la majorité simple des voix des membres présents ou représentés, sauf les cas où il en est décidé autrement par la loi ou les présents statuts. En cas de partage des voix, celle du président ou de l'administrateur qui le remplace est prépondérante.

Article 20 :

L'assemblée générale ne peut valablement délibérer sur la dissolution de l'association, sur la modification des statuts ou sur la transformation de la société à finalité sociale que conformément aux articles 8, 20 et 26 quater de la loi du 27 juin 1921 relative aux ASBL.

Article 21 :

Les décisions de l'assemblée générale sont consignées dans un registre de procès-verbaux signés par le président et un administrateur. Ce registre est conservé au siège social où tous les membres peuvent en prendre connaissance mais sans déplacement du registre. Les tiers peuvent aussi consulter les procès verbaux.

Toutes modifications aux statuts sont déposées au greffe sans délai et publiées par extraits aux annexes du Moniteur belge comme dit à l'article 26 novies de la loi du 27 juin 1921 relative aux ASBL. Il en va de même pour tous les actes relatifs à la nomination ou à la cessation de fonction des administrateurs.

Titre V : Conseil d'administration

Article 22 :

[Tapez un texte]

Fédération Francophone de Patinage artistique (F.F.P.A) asbl

L'association est gérée par un conseil d'administration.

Le conseil d'administration est composé de 7 personnes au moins, nommées par l'assemblée générale pour un terme de 4 ans, et en tout temps révocables par elle. Les administrateurs sont rééligibles. Un des administrateurs au moins est un(e) sportif(ve) actif(ve) compétitif(ve) au sein de la fédération.

Au sein de l'organe de gestion, il ne peut y avoir plus de 80 % d'administrateurs de même sexe. Le Gouvernement peut dispenser certaines fédérations de l'application de cette disposition au cas où elles se trouveraient dans une situation particulière la rendant impossible ou problématique.

Le nombre d'administrateurs doit en tous cas toujours être inférieur au nombre de personnes membres de l'association.

L'assemblée générale nomme les membres du conseil d'administration, sur présentation d'une liste de candidats déposée par chaque club associé et ce, huit jours avant la date de l'assemblée générale.

La dite liste de présentation doit comprendre au moins deux candidats et au maximum trois tous majeurs, le troisième étant un(e) sportif (ve) compétitif (ve) actif (ve). Les candidats doivent être licenciés à la F.F.P.A. et inscrits depuis deux années consécutives et être d'une compétence et d'une honorabilité reconnue pour assumer la charge de membre du conseil d'administration de la F.F.P.A.

En cas de vacance d'une place d'administrateur (à la suite de l'expiration de son mandat, de sa démission, de son décès ou de sa révocation), l'association continue d'être gérée par les administrateurs restants. Ceux-ci pourront néanmoins provoquer une réunion de l'assemblée générale pour pourvoir au remplacement de l'administrateur concerné.

Tout administrateur est libre de se retirer de l'association en adressant sa démission par écrit au conseil d'administration. La révocation des administrateurs ne peut être prononcée que par l'assemblée générale à la majorité des 2/3 des voix des membres présents ou représentés.

Immédiatement après l'assemblée générale qui a ratifié les mandats des membres proposés au conseil d'administration, ce conseil d'administration se réunit et désigne le président, le vice-président, le secrétaire et le trésorier.

[Tapez un texte]

Fédération Francophone de Patinage artistique (F.F.P.A) asbl

En cas d'absence ou d'empêchement du président, les fonctions de celui-ci sont assumées par le vice-président ou, à défaut, par le plus âgé des autres administrateurs.

Article 23 :

En cas de vacance au cours d'un mandat d'administrateur, un administrateur provisoire peut être nommé par l'assemblée générale. Il achève dans ce cas le mandat de l'administrateur qu'il remplace. Les administrateurs sortant sont rééligibles.

Article 24 :

Immédiatement après l'assemblée générale qui a ratifié les mandats des membres proposés au conseil d'administration, ce conseil d'administration se réunit et désigne le président, le vice-président, le secrétaire et le trésorier.

En cas d'absence ou d'empêchement du président, les fonctions de celui-ci sont assumées par le vice-président ou, à défaut, par le plus âgé des autres administrateurs.

Article 25 :

Le conseil se réunit sur convocation de président ou du secrétaire ou encore de trois administrateurs. Il ne peut statuer que si la majorité de ses membres sont présents ou représentés.

Chaque administrateur dispose d'une voix. Il peut se faire représenter par un autre administrateur au moyen d'une procuration écrite. Chaque administrateur ne peut être titulaire que d'une seule procuration.

Ses décisions sont prises à la majorité simple des voix : quand il y a parité de voix, celle du président ou de son remplaçant est prépondérante. Elles sont consignées sous forme de procès-verbaux, signés par le président et le secrétaire et inscrites dans un registre spécial.

Article 26 :

Le conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus pour l'administration et la gestion de l'association. Il forme un collège, sauf délégation spéciale. Tous

Fédération Francophone de Patinage artistique (F.F.P.A) asbl

les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par la loi ou les présents statuts à l'assemblée générale sont de la compétence du conseil d'administration.

Titre VI : Gestion journalière

Article 27

Le conseil d'administration peut déléguer la gestion journalière de l'association, avec l'usage de la signature afférente à cette gestion, à un ou plusieurs administrateur(s)-délégué(s), membre ou tiers choisi(s) en son sein et dont il fixera les pouvoirs. S'ils sont plusieurs, ils agissent individuellement.

Les actes relatifs à la nomination ou à la cessation des fonctions des administrateurs, des personnes déléguées à la gestion journalière sont déposés au greffe sans délai et publiés par extraits aux annexes du Moniteur belge comme dit à l'article 26 novies de la loi du 27 juin 1921.

Titre VII : Organe(s) de représentation

Article 28 :

Les personnes habilitées à représenter l'association agissent conjointement à deux. Elles sont choisies par le conseil d'administration en son sein ou même en dehors. Ces personnes n'auront pas à justifier de leurs pouvoirs à l'égard des tiers.

L'association est en outre représentée par toute autre personne agissant dans les limites des pouvoirs délégués par ou en vertu d'une décision du conseil d'administration.

Les actes relatifs à la nomination ou à la cessation des fonctions des personnes habilitées à représenter l'association sont déposés au greffe sans délai, et publiés par extraits aux annexes du Moniteur belge comme dit à l'article 26 novies de la loi.

Fédération Francophone de Patinage artistique (F.F.P.A) asbl

Le conseil d'administration peut déléguer certains de ses pouvoirs à des mandataires de son choix, mais il reste responsable des actes de ces mandataires.

Les actions judiciaires, tant en qualité de demandeur qu'en qualité de défenseur, sont intentées ou soutenues, au nom de la F.F.P.A., par le conseil d'administration, poursuites et diligence du président.

Titre VIII: Comités provinciaux et commissions techniques

Article 29:

Le conseil d'administration peut créer des comités provinciaux et des commissions spécifiques dans tous les domaines qu'il juge nécessaires. Les compositions, les compétences et modes de fonctionnement de ceux – ci sont définis dans le règlement d'ordre intérieur de la F.F.P.A

Titre IX : Comptes-annuels - Budget

Article 30 :

L'exercice social commence le 1^{er} janvier pour se terminer le 31 décembre. La F.F.P.A tient , selon le modèle fixé par le Gouvernement, une comptabilité. Elle accepte l'inspection de ses activités et le contrôle de l'ensemble de ses documents comptables et administratifs par les fonctionnaires habilités par le Gouvernement à cet effet.

Article 31 :

Le compte de l'exercice écoulé et le budget de l'exercice suivant seront annuellement soumis à l'approbation de l'assemblée générale ordinaire. Ils sont tenus et, le cas échéant, publiés conformément à l'article 17 de la loi du 27 juin 1921.

Titre X : Dissolution - Liquidation

Article 32 :

[Tapez un texte]

Fédération Francophone de Patinage artistique (F.F.P.A) asbl

En cas de dissolution de l'association, l'assemblée générale désigne le ou les liquidateurs, détermine leurs pouvoirs et indique l'affectation à donner à l'actif net de l'avoir social.

Article 33 :

Cette affectation doit obligatoirement être faite en faveur d'une fin désintéressée, à savoir une association partageant un objet social identique ou des buts similaires à la F.F.P.A.

Article 34 :

Toutes décisions relatives à la dissolution, aux conditions de la liquidation, à la nomination et à la cessation des fonctions du ou des liquidateurs, à la clôture de la liquidation, ainsi qu'à l'affectation de l'actif net, sont déposées au greffe et publiées aux annexes du Moniteur belge comme dit aux articles 23 et 26 novies de la loi.

Titre XI : Dispositions diverses

Article 35 :

En complément des statuts, le conseil d'administration établit un règlement d'ordre intérieur. Des modifications à ce règlement pourront être apportées par une décision du Conseil d'Administration, statuant à la majorité simple.

Article 36 :

Les administrateurs, les personnes déléguées à la gestion journalière, ainsi que les personnes habilitées à représenter l'association ne contractent, en raison de leurs fonctions, aucune obligation personnelle et ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat. Celui-ci est exercé à titre gratuit.

Article 37 :

Le secrétaire, et en son absence, le président, est habilité à accepter à titre provisoire ou définitif les libéralités faites à l'association et à accomplir toutes les formalités nécessaires à leur acquisition.

[Tapez un texte]

Titre XII : Droits et obligations des membres

Article 38 :

Applicables à tous les membres effectifs et adhérents.

Conformément aux dispositions du décret du 8 décembre 2006 et ses modifications visant l'organisation et le subventionnement du sport en Communauté française, la
FFPA

1° transfert

garantit aux membres la possibilité d'être transférés, à leur demande, au sein de la FFPA vers un autre cercle membre de la FFPA et ce, conformément aux dispositions du R.O.I. Ce passage d'un cercle vers un autre cercle est libre de toute indemnité de transfert.

2° assurances

souscrit une police d'assurance couvrant les membres effectifs et les membres adhérents en matière de responsabilité civile et de réparation de dommages corporels ;

3° règlement disciplinaire

intègre un règlement disciplinaire dans le règlement d'ordre intérieur (R.O.I.) de la FFPA qui garantit notamment à tous ses membres, l'exercice de leur droit de défense et l'information préalable des sanctions qui sont inscrites dans le règlement disciplinaire et qui sont le rappel à l'ordre, l'avertissement, le blâme, la suspension, l'exclusion. Le membre adhérent qui manque, soit intentionnellement, soit par imprudence ou négligence à ses obligations, est passible, suivant la gravité des faits reprochés, des mesures disciplinaires reprises supra.

De plus, parallèlement à ces mesures disciplinaires frappant le membre adhérent en cause, le membre effectif auquel ce membre adhérent appartient peut, toujours suivant la gravité des cas, encourir les sanctions prévues dans le règlement d'ordre intérieur.

Fédération Francophone de Patinage artistique (F.F.P.A) asbl

Ces mesures, les règles de procédure et les modalités de recours sont inscrites dans le règlement d'ordre intérieur. (R.O.I.) ;

4° recours devant les tribunaux interdit toute sanction ou exclusion en cas de recours devant les Cours et les Tribunaux, d'un membre effectif ou adhérent

Le droit des membres et cercles d'ester en justice ne peut être interdit ou limité. Cependant, le membre qui veut exercer une action en justice doit, au préalable, impérativement avoir épuisé toutes les voies de recours internes, prévues au sein de l'association.

5° lutte contre le dopage proscrit aux membres des cercles affiliés l'usage de substances interdites ou de moyens de dopage établis par l'exécutif de la Communauté Française et l'A.M.A. (agence mondiale antidopage)

La FFPA veille à ce que chaque cercle fasse connaître à ses membres ainsi que, le cas échéant, aux représentants légaux de ceux-ci les dispositions statutaires et réglementaires de la fédération en ce qui concerne le règlement spécifique de la lutte contre le dopage. Cette réglementation est détaillée dans le règlement d'ordre intérieur.

La FFPA applique, lorsqu'un de ses membres est convaincu de dopage, les procédures et les sanctions prévues dans son règlement antidopage, référence étant faite aux dispositions arrêtées par les organisations internationales compétentes. La FFPA veille à ce que chaque cercle distribue à cet effet à chacun de leurs affiliés la brochure d'information élaborée par le Gouvernement de la Communauté française relative à la lutte contre le dopage et sa prévention visée à l'article 2 du décret du 20 octobre 2011 relatif à la lutte contre le dopage.

Lors de l'affiliation sportive de tout mineur, la FFPA veille au respect de l'obligation d'habiliter un membre du personnel d'encadrement pour assister ce sportif lors des contrôles antidopage, en l'absence de son représentant légal sur les lieux du contrôle.

La FFPA fait connaître aux responsables des cercles, des fédérations sportives, des fédérations sportives de loisirs et Associations reconnues ou non par la Communauté Française ainsi qu'aux instances internationales compétentes sous une forme qui garantisse conformément, à l'article 16 § 4 de la loi du 08 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée, les nom, prénom et date de naissance des sportifs affiliés qui ont fait l'objet d'une sanction disciplinaire prononcée dans le cadre du règlement de la lutte contre le dopage ainsi que la nature et la durée de celle-ci.

Fédération Francophone de Patinage artistique (F.F.P.A) asbl

La FFPA communique aux responsables de ses cercles, dès chaque mise à jour, la liste des substances et méthodes interdites en vertu de la législation en vigueur en Communauté française.

La FFPA délègue sa compétence en matière disciplinaire pour traiter les cas de dopage à la Commission Interfédérale Disciplinaire en matière de Dopage. (CIDD)

6° Sécurité

Obligation de la FFPA.

La FFPA doit prendre les mesures appropriées pour assurer la sécurité de ses membres licenciés et des participants aux activités mises sur pied par elle-même (vérification des installations, du matériel, respect des consignes de sécurité, assistance médicale prévue, ...). Elle doit également veiller à ce que chaque membre licencié soit assuré en responsabilité civile et en réparation des dommages corporels.

Dans des disciplines à risques, la FFPA élabore un sommaire des règles relatives à la sécurité dans la pratique sportive et le transmet à ses membres.

La FFPA est tenue de communiquer à ses membres un sommaire des règles applicables au sein de la FFPA en matière de sécurité.

Obligations des cercles.

Les cercles doivent prendre les mesures appropriées pour assurer la sécurité de leurs membres licenciés et des participants aux activités mises sur pied par eux ou organisés sous leur responsabilité (vérification des installations, du matériel, respect des consignes de sécurité, assistance médicale prévue, ...)

Ils sont tenus de communiquer à leurs membres licenciés un sommaire des règles applicables au sein de la FFPA en matière de sécurité.

Ils ont l'obligation de fournir à leurs membres licenciés un sommaire des contrats d'assurances conclus par la FFPA ou par eux-mêmes au profit de leurs affiliés.

Les cercles ne pratiquent leurs activités sportives que dans des infrastructures sportives équipées d'un DEA. Ils veillent à l'information et à la formation régulière à l'usage du DEA, ainsi qu'à la participation de

Fédération Francophone de Patinage artistique (F.F.P.A) asbl

membres du cercle, et/ou de leur organisation, à cette formation, dans des conditions fixées par le Gouvernement.

Règles applicables.

Les règles applicables de sécurité sont les suivantes :

- Pour les activités de compétitions, d'entraînements et de stages :
 - Mise à disposition du matériel de premier secours,
 - Mise à disposition d'un défibrillateur externe automatique (DEA),
 - Mise à disposition des moyens de communications téléphoniques vers l'hôpital le plus proche,
 - Mise à disposition d'une liste des numéros de téléphone importants (pompiers, ambulance, police, direction de l'établissement, services techniques, ...),
 - Mise en place d'installations générales sécurisées

7° Prévention des risques pour la santé dans le sport

informe ses cercles affiliés des dispositions et des obligations découlant du décret du 3 avril 2014 relatif à la prévention des risques pour la santé dans le sport et de ses arrêtés d'exécution et les intègre dans son règlement disciplinaire.

La FFPA respecte et exige le respect, par ses cercles affiliés, des obligations leur incombant et découlant du décret du 3 avril 2014 relatif à la prévention des risques pour la santé dans le sport et de ses arrêtés d'exécution.

8° règlement médical

établit un Règlement médical, fixant la périodicité de l'examen médical auquel doit se soumettre le sportif, les modalités d'application, les dispositions visant à organiser la pratique du sport dans le respect des impératifs de santé, notamment en fonction des catégories d'âge et des conditions de pratique s'y rapportant.

Ce règlement respectant le prescrit de l'article 7§2 du décret du 3 avril 2014 relatif à la prévention des risques pour la santé dans le sport est publié dans ses règlements internes et diffusé à l'intention de ses membres.

9° code d'éthique sportive s'engage à se soumettre au code d'éthique sportive applicable en Communauté française et à en publier le contenu dans ses organes officiels et son Règlement d'ordre intérieur avec obligation pour ses membres de le respecter. Le ROI fera également référence au Décret du 20 mars 2014 de la Communauté française.

Fédération Francophone de Patinage artistique (F.F.P.A) asbl

La FFPA désigne une personne relais ou une structure en charge des questions relatives à la tolérance, au respect, à l'éthique et à l'esprit sportif.

La FFPA respecte, lors des activités dont elle est l'organisateur, les normes minimales fixées tant en nombre qu'en qualité pour sa discipline en matière d'encadrement.

10° informations et obligations des cercles veille à ce que ses cercles informent, au minimum une fois par an leurs membres effectifs et adhérents des dispositions applicables en son sein, en vertu de ses statuts ou de son R.O.I., dans les matières suivantes :

- les assurances ;
- la lutte contre le dopage et la préservation de la santé dans la pratique sportive ;
- les règles à respecter en ce qui concerne la sécurité des sportifs ;
- les obligations fédérales en matière d'encadrement technique ;
- les transferts ;
- le code disciplinaire et la procédure disciplinaire en vigueur.
- les dispositions en ce qui concerne l'éthique sportive

A cet effet, les cercles tiennent à la disposition de leurs membres ainsi que, le cas échéant, à la disposition des représentants légaux de ceux-ci, une copie des statuts, règlements et contrats d'assurances de la fédération ou de l'association à laquelle ils sont affiliés. Les cercles veillent également à diffuser l'information relative aux formations que la FFPA organise.

impose à ses cercles, conformément aux règlements internes de ceux-ci, d'être gérés par un comité élu par leurs membres en ordre d'affiliation ou leurs représentants légaux. Un des membres du comité au moins est un(e) sportif(ve), ou son représentant légal, actif(ve) au sein du cercle.

informe ses cercles affiliés des formations qu'elle organise.

11° Les clubs doivent prendre les mesures appropriées pour assurer la sécurité de leurs membres, des accompagnateurs, des spectateurs ou de tout autre participant lors des activités qu'ils organisent. Ces mesures concernent tant les équipements utilisés que les conditions matérielles et sportives d'organisation.

12° Les clubs doivent garantir un encadrement suffisant en nombre et formé en matière de méthodologie et de pédagogie sportives les plus récentes.

[Tapez un texte]

Article 39 :

Les membres effectifs :

1° tiennent à la disposition de leurs membres adhérents un résumé succinct du contrat d'assurance contracté par l'association au bénéfice de tous les membres adhérents ;

2° incluent dans leurs statuts ou règlements internes les dispositions prévues dans la réglementation et la législation applicables en Communauté française en matière de lutte contre le dopage et de respect des impératifs de santé dans la pratique sportive. Ils font connaître à leurs membres adhérents les mesures disciplinaires applicables en cas d'infraction à ces dispositions.

Titre XIII : Dispositions finales

Article 40 :

Tout ce qui n'est pas explicitement prévu aux présents statuts est réglé par la loi du 27 juin 1921 régissant les ASBL.

Fait à Namur, le 17 novembre 2016 en deux exemplaires